

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 7 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXOLUM AVIATION FRANCE

102 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES
75008 Paris

Références : ud95-2025-0459
Code AIOT : 0100052611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement EXOLUM AVIATION FRANCE implanté Chemin de livry 95380 Chennevières-lès-Louvres. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXOLUM AVIATION FRANCE
- Chemin de livry 95380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 0100052611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe EXOLUM est un logisticien espagnol de carburant d'aviation implanté dans de nombreux pays (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Irlande...). La filiale Exolum Aviation France, issue du groupe Exolum, exploite la partie expédition de la plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres depuis le 4 juin 2025, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° IC 2567 du 28 mai 2025 relatif à l'exploitation d'une activité de stockage de kérosène et actant le transfert partiel de la partie expédition du dépôt de Chennevières-lès-Louvres. En tant que gestionnaire de la plateforme, Exolum Aviation France est également responsable d'équipements et de services mutualisés entre les 2 exploitants de la plateforme, conformément au contrat de plateforme en vigueur.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS mousses
- REACH
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII	Demande d'action corrective et 1 observation	1 mois
11	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
12	Mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
16	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective et 2 observations	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	2 observations
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	1 observation
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	1 observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plan de substitution émulseurs	Autre du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	1 observation
7	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	1 observation
9	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	1 observation
10	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
12	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
13	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
14	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
15	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	2 observations
17	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	1 observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé lors de cette visite 5 non-conformités et a formulé 13 observations.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

Dispositions actuellement en vigueur :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou, pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 µg/m² du matériau enduit.

A compter du 3 décembre 2025, ces deux dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes conformément au règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025 :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant est en charge du suivi, des tests, de la maintenance, de l'entretien, des investissements et de la conformité à la réglementation des moyens de défense contre l'incendie communs au dépôt de Chennevières-lès-Louvres conformément à l'article 3.1.2.2 du contrat de plateforme daté du 16/05/2025.

L'exploitant a indiqué que le stock d'émulseur fait partie des moyens de défense contre l'incendie communs et se compose de :

- 2 cuves de 22 500 L chacune alimentant directement les moyens de lutte contre l'incendie;

- 1 cuve de 20 000 L servant de réserve en cas de besoin ;
- 15 IBC de 1 000 L chacun servant de réserve en cas de besoin.

Soit un total de 80 000 L ou 80 m³ d'émulseur présent sur site.

Ces éléments ne correspondent pas avec les moyens en émulseur indiqué au point 7.4 de l'étude des dangers (EDD) du site ou du dossier de demande d'autorisation de transfert partiel. Dans l'EDD ainsi que dans le dossier de transfert partiel, il est indiqué que le site dispose de :

- 2 réservoirs de 22 000 L ;
- 1 réservoir de 10 000 L ;
- 13 conteneurs de 1 000 L.

Soit un total 67 000 L ou 67 m³ d'émulseur présent sur site.

De plus, le dossier de transfert partiel précise que des travaux d'installation d'une cuve d'émulseur de 50m³ sont en cours. Celle-ci permettra l'arrêt du stockage d'émulseurs en GRV et du réservoir de 10 000L.

Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de clarifier et de fiabiliser la quantité d'émulseur présente actuellement sur site et une fois les travaux d'installation d'une nouvelle cuve d'émulseur terminés.

L'exploitant confirmera que cette quantité est conforme aux attendus du plan de défense contre l'incendie prévu par l'AM du 03/10/2010 modifié.

Le règlement européen sur les polluants persistants (POP) a été modifié par le règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025. Les limites de concentrations en PFOS et ses sels ainsi que pour les composés apparentés au PFOS ont été abaissées. Ces limites, applicables à partir du 3 décembre 2025, sont les suivantes :

- 0,025 mg/kg pour le PFOS et ses sels ;
- 1 mg/kg pour les composés apparentés.

Par courriel du 22/07/2025, l'exploitant a transmis le courrier du fournisseur d'émulseur, à savoir la société VANRULLEN-UNISER, daté du 24/11/2022, détaillant la composition en PFAS de l'émulseur UNISEROL PF3*.

Concernant le composé PFOS, l'émulseur présent sur site contient :

- 4,3 mg/kg pour le PFOS et ses sels ;
- 8,1 mg/kg pour les composés apparentés.

Ainsi, cet émulseur dépasse les concentrations limites autorisées applicables à compter du 3 décembre 2025 pour le paramètre PFOS, que ce soit pour le PFOS et ses sels ou pour les composés apparentés au PFOS.

Observation n°2 : L'exploitant utilise un émulseur dont les concentrations en PFOS que ce soit pour le PFOS et ses sels ou pour les composés apparentés au PFOS dépassent les limites autorisées applicables à compter du 3 décembre 2025 fixées par l'annexe I du règlement européen n°2019/1021, dit règlement POP.

Type de suites proposées : Sans suites

Fiche de constat n° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Par courriel du 22/07/2025, l'exploitant a transmis le courrier du fournisseur d'émulseur, à savoir la société VANRULLEN-UNISER, daté du 24/11/2022, détaillant la composition en PFAS de l'émulseur UNISEROL PF3*.

Concernant le composé PFHxS, l'émulseur présent sur site contient :

- moins de 20 µg/kg pour le PFHxS et ses sels ;
- 40 µg/kg pour les composés apparentés.

La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg. L'émulseur UNISEROL PF3* ne dépasse pas cette valeur.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Par courriel du 22/07/2025, l'exploitant a transmis le courrier du fournisseur d'émulseur, à savoir la société VANRULLEN-UNISER, daté du 24/11/2022, détaillant la composition en PFAS de l'émulseur UNISEROL PF3*.

Concernant le composé PFOA, l'émulseur présent sur site contient :

- 0,36 mg/kg pour le PFOA et ses sels ;
- 17 mg/kg pour les composés apparentés.

Jusqu'au 3 décembre 2025, les émulseurs contenant des PFOA restent autorisés si l'exploitant l'utilise sur un site où il est possible de contenir tous les rejets lorsque le produit est déjà contenu dans les systèmes fixes ou semi-fixes. Par ailleurs, la réalisation d'essais ou de formation avec les émulseurs contenant des PFOA est interdit.

L'exploitant a précisé qu'il ne réalisait pas d'essai avec les émulseurs, où du moins aucun essai n'a eu lieu depuis plusieurs années. Par ailleurs, il indique que le site est composé de rétention permettant de récupérer les effluents en cas d'utilisation de l'émulseur.

Après le 3 décembre 2025, la présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces restera possible en-deçà de :

- 0,025 mg/kg pour le PFOA et ses sels ;
- 1 mg/kg pour les composés apparentés.

La prescription contrôlée est respectée.

Observation n°3 : l'exploitant doit anticiper le remplacement de son émulseur qui sera interdit d'utilisation à partir du 3 décembre 2025 en raison de sa concentration en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

Par courriel du 25/07/2025, l'exploitant a transmis les informations concernant le stock des produits contenant du PFOA présents sur site, à savoir 75 tonnes d'émulseur.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 5 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.
Constats : Par courriel du 22/07/2025, l'exploitant a transmis le courrier du fournisseur d'émulseur, à savoir la société VANRULLEN-UNISER, daté du 24/11/2022, détaillant la composition en PFAS de l'émulseur UNISEROL PF3*. Concernant le composé PFHxA, l'émulseur présent sur site contient : <ul style="list-style-type: none">• 0,28 mg/kg pour le PFHxA et ses sels ;• 840 mg/kg pour les composés apparentés. Jusqu'au 10 avril 2026, les émulseurs contenant des PFHxA restent autorisés. A partir du 10 avril 2026, l'utilisation d'émulseur contenant des PFHxA sera interdite si la concentration en PFHxA dépasse : <ul style="list-style-type: none">• 0,025 mg/kg pour le PFHxA et ses sels ;• 1 mg/kg pour les composés apparentés. La prescription contrôlée est respectée. Observation n°4 : l'exploitant doit anticiper le remplacement de son émulseur qui sera interdit d'utilisation à partir du 10 avril 2026 en raison de sa concentration en PFHxA.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 6 : Plan de substitution émulseurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de substitution
Prescription contrôlée : Examen de la prise en compte de l'impact de la substitution d'émulseur par l'exploitant.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas, pour le moment, de plan de substitution pour le remplacement de son émulseur. Il a indiqué qu'une société fournissant des émulseurs doit se déplacer sur site afin d'identifier les conditions de remplacement de l'émulseur. L'inspection a rappelé à l'exploitant que le GESIP a publié la liste des différents émulseurs « sans fluor » ayant obtenu la qualification de « particulièrement performant » afin de respecter les évolutions de la réglementation tout en assurant un niveau de sécurité satisfaisant. Il existe également un guide concernant les méthodes de nettoyage. En fonction de l'émulseur choisi, l'exploitant s'assurera que les réglages de ses installations d'extinction, le volume de stockage d'émulseur sont adaptés aux caractéristiques de l'émulseur, et notamment son taux d'application. Enfin, l'exploitant devra s'assurer de récupérer les émulseurs ainsi que les eaux de rinçage et les expédier vers les centres de traitement appropriés. Pour rappel, le Sypred (Syndicat des professionnels du recyclage, de la valorisation, de la régénération et du traitement des déchets dangereux) préconise d'adresser systématiquement les déchets liquides contaminés aux PFAS au-delà de 1 mg/kg vers des installations d'incinération de déchets dangereux. Observation n°5 : L'exploitant doit rédiger un plan de substitution de l'émulseur du site tenant compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS réglementées (voir points de contrôle n°1 à 5). L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'examiner et d'y inclure les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• le protocole de nettoyage des systèmes ayant contenu ou fait circuler des mélanges contenant des PFAS et la gestion de ces eaux de rinçage,• la compatibilité des équipements de défense contre l'incendie avec les caractéristiques du nouvel émulseur,• les impacts du remplacement de l'émulseur sur la défense contre l'incendie (indisponibilité de la DCI durant les travaux et impacts sur les moyens retenus dans la défense incendie : stocks, taux d'application etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 7 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
Prescription contrôlée : I. - Capacité des rétentions Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une rétention maçonnée située en dessous des cuves de stockage des émulseurs. Toutefois, celle-ci semble permettre de récupérer un volume inférieur au volume contenu dans les cuves. Observation n°6 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du dimensionnement adapté de la rétention associée aux cuves de stockage des émulseurs. Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 8 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : VII.- Stockage des déchets Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un fût de 200 L rempli partiellement dont l'étiquette indique qu'il s'agit d'un fût de déchet contenant de l'émulseur. Ce fût n'est pas stocké sur une zone aménagée pour la récupération des eaux de ruissellement. En effet, les potentiels écoulements sont dirigés par gravité vers le réseau d'eaux pluviales relié à un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un fût qui ne lui appartient pas mais qui appartient à la société SMCA. L'inspection note que ce fût est situé dans la zone dont la société EXOLUM est responsable. Non-conformité n°1 : Dans une zone de stockage sous la responsabilité d'Exolum, il est constaté des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sur une aire non aménagée pour récupérer les eaux de ruissellement contrairement à l'article 25-VII de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Observation n°7 : L'exploitant doit s'assurer que la répartition des déchets et des produits soit cohérente par rapport à la répartition des responsabilités actée à travers son arrêté préfectoral et le contrat de plateforme de la plateforme industrielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Fiche de constat n° 9 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Les 2 exploitants de la plateforme, Exolum Aviation France et SMCA, sont responsables de l'alimentation électrique de leurs propres installations. Dans le cadre de la séparation des activités, la SMCA a dû construire un nouveau poste de transformation dédié à ses installations de réception. Exolum Aviation France reste responsable de l'alimentation électrique de toutes les parties communes de la plateforme, en plus de la partie expédition. En salle de contrôle, la bascule vers les groupes électrogènes utilisés en secours est identifiée par un affichage sur les écrans de contrôle. L'Inspection a constaté que le schéma d'alimentation électrique n'était pas à jour : il manque l'alimentation des vannes DCI pour les bacs 11 et 12. De plus, certains équipements de la partie réception du dépôt sont rayés sur le schéma suite aux travaux de séparation des activités. Observation n°8 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le schéma d'alimentation électrique en intégrant la séparation des activités de réception et d'expédition. L'exploitant doit être en mesure de garantir, par des tests, l'exactitude de ce schéma une fois ce dernier mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 10 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le mode de secours (absence de secours, secours par GE 1 ou 2 et secours par onduleurs) pour chaque équipement composant les installations d'expédition. Les installations critiques sont alimentées en priorité (Cf. point de contrôle n°13). L'exploitant dispose d'un point de contact chez son fournisseur d'énergie dont le numéro est affiché dans les fiches réflexes en cas de coupure électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 11 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Les MMR disposent d'une alarme reportée en salle de contrôle en cas de défaut, y compris la panne électrique. En cas de défaillance de MMR, il est prévu une mesure compensatoire qui consiste à réaliser une ronde toutes les 2h pour pallier la fonction de la ou des MMR en défaut : détection d'hydrocarbures dans les fosses ou dans les rétentions ou encore relever le niveau haut de sécurité des bacs. Si cette mesure est connue du chef de quart qui a été questionné par l'Inspection, elle n'est pas décrite dans une consigne ou une procédure d'Exolum. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure de mise en sécurité qui est censée préciser les équipements critiques à secourir en priorité, les modalités de mise en sécurité des équipements arrêtés (notamment en cas de bascule vers le GE n°2 de 25 kVA), les actions à réaliser pendant la coupure ou encore les actions à réaliser lors du retour de l'alimentation électrique de l'ensemble des équipements arrêtés. <u>Non-conformité n° 2 :</u> Conformément à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant doit disposer d'une procédure relative à la perte d'utilité. Cette procédure doit a minima détailler : 1/ la stratégie de secours à développer en fonction de la criticité des équipements, la formation et la préparation du personnel, la mise en place d'exercices de perte d'utilités, la règle de remplissage des réservoirs des GE, les règles de maintenance et de test des GE et des onduleurs, etc. ; 2/ les actions à mettre en œuvre durant la perte d'utilité (alertes, modalités de mise en route des équipements de secours, mesures compensatoires, actions de surveillances, calcul de l'autonomie, réalimentation des réservoirs de carburant pour les GE, etc.) ; 3/ le plan de redémarrage des installations une fois l'alimentation électrique retrouvée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Fiche de constat n° 12 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à

<p>l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a questionné le chef de quart sur les premières actions à réaliser en cas de signal de perte d'utilité électrique. Ce dernier a expliqué qu'il devait contacter l'astreinte en priorité puis surveiller le bon fonctionnement des équipements sur son tableau de contrôle, notamment le fonctionnement des MMR.</p> <p>Non-conformité n°3 (en lien avec la non-conformité n°2) : Conformément à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant doit disposer de consignes décrivant l'ensemble des opérations et contrôles à effectuer en cas de perte électrique et lors du retour de l'alimentation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

Fiche de constat n° 13 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'alimentation, le schéma électrique atteste que les équipements d'exploitation,</p>

de sécurité et de surveillance tels que les vannes de pied de bac, les MMR, le niveau de remplissage des bacs continuent d'être alimentés électriquement par l'action des GE et des onduleurs. Les reports de fonctionnement (également secourus) de ces équipements sont directement visibles en salle de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 14 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

Cf. partie confidentielle

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 15 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 26/05/2014</u> Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : <i>Cf. partie confidentielle</i> <u>Observation n°9 :</u> il convient que l'exploitant revoie les systèmes de jaugeage de l'ensemble des réservoirs de carburants utiles au fonctionnement des GE. Dans l'EDD du 16/10/2024, il est précisé que le réservoir tampon servant à alimenter les cuves des GE peut contenir 350L de gasoil, ce qui n'est pas cohérent avec la donnée de 200L évoquée par l'exploitant en séance. <u>Observation n°10 :</u> Exolum doit vérifier la capacité du réservoir tampon servant à alimenter les cuves des GE et si besoin actualiser cette donnée dans sa documentation interne ainsi que dans son EDD.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n°16 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

3 niveaux de maintenance des 2 groupes électrogènes sont réalisés chaque année :

- Une vérification électrique
- Une vérification dite « mécanique » : vidange, changement des filtres, changement du liquide de refroidissement, etc.
- Un test sur banc de charge

Toute cette maintenance est réalisée par la société ENERIA.

L'Inspection a consulté les derniers rapports de maintenance.

Les dernières vérifications électriques datent du 30 avril 2024 et les dernières vérifications « mécaniques » datent du 22 janvier 2024. Les délais de 1 an entre les 2 visites de maintenance sont donc dépassés.

Le dernier test sur banc de charge est daté du 10/12/2024. Le rapport associé ne met pas en évidence de dysfonctionnement.

Non-conformité n°4 : Exolum doit appliquer son plan de maintenance et respecter la fréquence des contrôles de maintenance des GE. Il convient qu'Exolum commande une opération de maintenance des GE au plus tard dans les 2 prochains mois.

Lors de l'entretien du TGBT, le fonctionnement réel du GE est testé, comprenant le test de la bascule du GE (permutateur) vers tous les équipements secourus. Le permutateur est testé une autre fois dans l'année.

<p>La bascule du GE de 25 kVA n'est pas testée.</p> <p>Maintenance des onduleurs : le 6 kVA a été remplacé. Exolum n'a pas été en mesure de présenter immédiatement les rapports d'intervention sur les onduleurs puisque c'est la société SMCA qui les détenait. Les rapports ont été envoyés ultérieurement à l'Inspection.</p> <p>L'Inspection constate qu'EXOLUM ne détient pas encore la totalité des comptes rendus de contrôle et de maintenance de ses équipements, réalisés par la SMCA avant la date du transfert.</p> <p>Non-conformité n°5 : Afin d'avoir la pleine maîtrise des équipements sous sa responsabilité, il convient qu'Exolum récupère tous les rapports de vérification, de maintenance et de contrôle de l'ensemble des équipements qui relèvent désormais de la responsabilité d'Exolum et qui ont été réalisés par la SMCA.</p> <p>Observation n° 11 : il convient d'intégrer dans le plan de maintenance les tests réels (test de la bascule vers les équipements secours) du groupe électrogène de 25 kVA et de les réaliser.</p> <p>Observation n° 12 : les tests réels des groupes électrogènes et des onduleurs sont à planifier dans la GMAO et à tracer dans les rapports de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Fiche de constat n° 17 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté du 04/10/2010</u> Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'envisage pas de travaux puisque l'installation est conforme aux exigences réglementaires.</p> <p>Observation n° 13 : L'inspection attire néanmoins l'attention de l'exploitant sur l'organisation qu'il doit anticiper pour assurer son autonomie dans les heures et jours qui suivent une coupure d'alimentation électrique (Cf annexe confidentielle).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Alimentation en énergie et utilités associées (1)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Information confidentielle : Concernant les installations d'Exolum, 3 lignes EDF alimentent le local TGBT : - la ligne EDF normale enterrée (1) ; - la ligne EDF secours 1 enterrée (2) ; - la ligne EDF secours 2 (3) qui doit être actionnée manuellement par EDF en cas de dysfonctionnement de la ligne de secours 1. En cas de coupure électrique, deux groupes électrogènes (GE) (100 et 25 kVA) et 2 onduleurs de 10kVA peuvent alimenter en électricité les installations d'Exolum.

Nom du point de contrôle : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Information confidentielle : En cas de coupure électrique, deux groupes électrogènes (GE) peuvent alimenter en électricité les installations d'Exolum : - Le 1er de 100 kVA possède une réserve de 210L de gasoil pour une autonomie de 8h. Il alimente tous les équipements indispensables à l'exploitation et à la sécurité de la partie expédition du dépôt ainsi que les équipements de défense contre l'incendie, conformément au contrat de plateforme. - Le 2ème de 25 kVA possède une réserve de 50L de gasoil pour une autonomie de 4h. Il ne permet pas d'alimenter toutes les installations secourues par le 1er groupe, mais alimente les équipements identifiés comme prioritaires (équipements de sécurité MMR et MMRI ainsi que de défense contre l'incendie). La bascule sur ce 2ème groupe est réalisée manuellement par les équipes d'Exolum. Les réservoirs des GE doivent en permanence être remplis à hauteur de 80%. En cas de coupure électrique et de bascule sur le groupe électrogène, 2 onduleurs 10 kVA d'une

autonomie de 2h chacun vont pallier les quelques secondes de latence nécessaires à la bascule. Chaque onduleur agit sur un périmètre différent.

Exolum dispose également d'une réserve de 200L de GNR en plus des réservoirs des GE. Cette dernière doit-être remplie au minimum à 60% de sa quantité maximale. En cas de nécessité, il est également envisageable pour Exolum de s'approvisionner dans le réservoir enterré de gasoil servant au ravitaillement des véhicules de service (10 m³), toutefois cela nécessite de remplir un à un des jerricans de 25L chacun.

Enfin, Exolum a contractualisé avec la société ENERIA qui est responsable de la maintenance des GE, une prestation de secours en cas de panne : assistance téléphonique H24 et intervention sur site en moins de 4h. Le contrat en question a été montré à l'Inspection, il est valable jusqu'au 31/05/2026, et renouvelable annuellement.

Nom du point de contrôle : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Information confidentielle :

Le GE de 100 kVA couplé aux onduleurs permet de maintenir l'alimentation électrique sans rupture durant 8h. Si ce GE dysfonctionne c'est le GE 25 kVA qui prend le relais mais l'autonomie est réduite à 4h.

Ces autonomies peuvent être prolongées grâce aux réserves de carburant directement disponibles sur site : 200L de GNR et si besoin 10 m³ de gasoil.

De plus, Exolum a contractualisé la livraison de fioul et de gasoil avec la société CAMPUS, dont les stocks sont situés en IdF, qui peut se rendre sur site pour réalimenter les réservoirs des GE et les réservoirs tampons en cas de besoin.

L'Inspection a constaté lors de la visite terrain que les réservoirs des GE et le réservoir tampon du carburant de secours étaient suffisamment remplis. Toutefois, l'Inspection a constaté un système de jaugeage peu précis sur l'ensemble des réservoirs qui ne permet pas une lecture rapide et précise du niveau de carburant.

Exolum est en mesure de disposer d'une autonomie de 48h sous réserve de pouvoir compter sur des stocks de GNR ou des stocks de gasoil importants. Toutefois, une organisation en avance de phase (contractualisation et réalisation d'exercices avec fournisseurs par exemple) est nécessaire afin de garantir des approvisionnements d'urgence de GNR ou de gasoil.